



PLENIERE DU 16 DECEMBRE 2013
RAPPORT « EVALUATION 2013 DU SRADT ».

*Intervention de Jérôme Bourlet,
Conseiller régional Europe Ecologie – Les Verts.*

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

Vivre mieux en préservant l'humanité et la planète, voilà les objectifs du nouvel équilibre recherché par le SRADT.

Face à la crise sociale, énergétique et climatique, UNE MUTATION est impérative. Alors que dans notre région 13,7 % des Haut-Normands vivent sous le seuil de pauvreté, que le nombre de chômeurs est toujours plus important, nous continuons à nous shooter aux grands projets structurants en oubliant cette souffrance sociale de plus en plus criante. Seule la maxime de Pierre de Coubertin « *plus fort, plus haut, plus vite* » semble raisonner dans la tête de nombreux décideurs comme si c'était la seule solution. Pourtant notre monde a des limites et ce document devrait en tenir davantage compte pour se fixer un nouvel horizon.

Axe 1 – Formation

Formation technologique :

Il est révoltant, alors que de nombreux jeunes Haut-Normands choisissaient une voie de formation professionnelle courte, de voir comment la suppression par la droite des CAP traditionnels n'a engendré dans notre région qu'une augmentation d'élèves quittant le système scolaire sans formation. Nous sommes passés de 4.7% d'élèves qui sortaient sans qualification en 2007 à 9.9% en 2012. Vous me direz que ce chiffre est encore en dessous de la moyenne nationale qui est à 12%, mais l'inquiétant est dans la variation. Entre 2000 et 2010 le nombre d'élèves qui est sorti sans qualification a baissé de 1.3 % en moyenne en France, **hélas pour notre région la variation est toute autre puisque sa part a augmenté de 5.2%**. Cette suppression réalisée par pure vision comptable par l'ancien gouvernement de droite a nuit à l'offre de formation sur notre territoire, alors que la région avait investi pour rendre cette filière attractive et performante.

Enseignement supérieur :

Nous constatons que malgré une augmentation de la part de bacheliers, le nombre de bacheliers poursuivant en enseignement supérieur stagne. Il serait pertinent d'avoir un indicateur sur les suivis de cohorte ainsi que sur le choix des filières.

Axe 2 – Interface maritime

Nous ne remettons pas en question le rôle de carrefour de notre région, mais la vision « zone de transit » entre Paris et Londres, laisse un goût de « Grand Paris version Sarkozy » qui nous laissent sur notre faim.

Comme d'habitude sont mises en avant les opportunités créées par les exportations / importations et du rayonnement de notre région, alors que le nombre d'emplois liés (créés ou maintenus) permettant d'appuyer ces affirmations reste constant. Il serait intéressant d'avoir un indicateur mettant en rapport l'argent investi par rapport au nombre d'emplois créés ou maintenus. Par ailleurs, « malgré tous nos efforts », nous étions au 13ème rang des régions françaises en 2006 pour les implantations d'entreprises étrangères, et aujourd'hui ? Il manque un suivi des indicateurs de la situation initiale.

Par contre la montée en puissance de la filière éolienne offshore apparaît dans le document et cela est bénéfique pour la recherche du nouvel équilibre industriel de notre région.

Axe 3 – Economie

Les indicateurs actuels constatent la crise que subissent nos filières d'excellence (notamment automobile) mais aucune analyse n'apparaît - et pourtant les chiffres nous indiquent clairement que l'économie de l'après-pétrole bon marché se met en place , nous devons dès à présent réfléchir à la mise en place d'indicateurs stimulant notre envie de conversion écologique de l'économie.

De grands acteurs économiques de notre territoire font comme ci rien ne changeait, font du lobbying en faisant des conférences sur le bienfait des gaz de schiste ou encore nient la problématique de l'étalement urbain. Il faut dire que ce problème ne sera pas réglé tant que l'on n'acceptera pas dans les documents d'urbanisme un indicateur du nombre d'emplois à l'hectare, qui pourra être repris dans ce document.

Un dernier point sur cet axe 3, celui qui concerne le tourisme. Il est mis en avant des équipements comme la sphère Biotropica à Val-de-Reuil. On ne peut alors que regretter d'un autre côté l'entêtement de construire juste au dessus le viaduc de la future liaison A28-A13 ; avoir des indicateurs économiques qui seraient capables de comparer le poids économique

de ces deux structures permettrait une approche plus neutre de la construction de cette future infrastructure routière.

Axe 4 – Déplacements et énergies

Déplacements

Dans l'axe 4 où l'on peut lire:

« Dans un contexte de consommation d'énergie en constante augmentation et face à l'évolution de la donne énergétique mais aussi aux modifications climatiques et à l'impact du transport routier sur la qualité de l'air, il convient d'inciter l'ensemble de la société régionale à être plus attentive à la préservation de la planète, en adaptant ses modes de vie et ses activités ».-

Oui une politique de RÉORIENTATION DES DÉPLACEMENTS s'impose, quand on se souvient de la semaine dernière avec tous ces pics de pollution de l'air. Mais en regardant un chiffre qui n'est pas mis comme indicateur, le nombre de km de pistes cyclables créés, qui est pour cette année de 9 Km, je m'inquiète de la volonté de changement. Je sais que la Région n'a pas la maîtrise d'ouvrage de tels infrastructures, mais quand même messieurs mesdames les conseiller-e-s, dites dans les collectivités où vous siégez que les financements sont possibles.

Il est temps de mettre en place des indicateurs nous expliquant d'où provient l'inertie que rencontre cette politique d'aménagement ou bien nous permettant de comparer avec d'autres régions.

Concernant le transport de marchandises, c'est toujours la même désolation, l'abandon de la politique du wagon isolé, la non-utilisation de la gare de triage de Sotteville, les changements stratégiques du GPMH qui passe de la plateforme trimodale à la chatière dans la digue, devant le refus des mariniers d'aller charger au niveau de la plateforme ; problème que les écologistes avaient soulevé en s'opposant au projet de plateforme. L'ensemble de cette situation et le déséquilibre des coûts entre le routier et ces deux autres modes fait que

le report modal ne se fait pas, et la part du routier augmente sur les 6 dernières années en passant de 72 à 74 %. Une nouvelle fois un indicateur clair sur le nombre de véhicules nous indiquerait la quantité de CO2 et de particules fines émis par ce secteur.

Energie

La part des renouvelables dans la production électrique augmente mais reste bien faible avec 1.88%, alors que nous avons un objectif de 20% pour 2020. Autres indications, notre consommation finale d'énergie a baissé, alors quelle conclusion en tirer, se réjouir et faire plaisir à ceux qui présents dans cet hémicycle voit les écologistes comme des conducteurs de char à bœufs? Non de cette baisse nous pouvons déduire que notre outil d'analyse est insuffisant, et que nos indicateurs doivent clairement nous indiquer quelle est la part qui est dédiée au chauffage , au transport, à l'agriculture... et aussi mettre en avant le découplage PIB et énergie qui est la clef de la réussite de l'économie verte.

Axe 5 – Cohésion sociale

Ce paragraphe important et intéressant sur l'ESS comme facteur de recul de l'exclusion (conclusions de l'évaluation) serait renforcé si l'on avait un indicateur mettant en rapport l'argent investi par rapport au nombre d'emplois créés ou maintenus (demande déjà effectuée plus haut), confortant le rôle de ce secteur, où déjà le nombre seul d'emplois est parlant : « *nombre d'emplois 2012 : ESS : 54 802, Logistique 40 445, chimie 18 203, automobile 9648* » (chiffres 2010)...

Axe 8 – Environnement

Le premier point à évoquer est celui de « *l'éducation à l'environnement* »: si la Région a maintenu son soutien aux associations, elle avait arrêté son appel à projet sur l'éducation à l'environnement, faute de visibilité. Or n se rend bien compte combien dans ce secteur la pertinence de cette action est utile pour éviter les discours dissonant, je me réjouis donc que la Région relance à partir de l'an prochain cette appel à projet « Education à l'Environnement et au Développement Durable ».

L'autre point que je voudrais mettre en avant est celui des enjeux de l'Axe Seine. Je crois sincèrement que le temps est venu pour un Etablissement Public Territorial de Bassin, seul outil capable de mettre en place les nombreuses fiches actions de Grande Seine 2015, mais aussi de faire naitre sur notre territoire un maitre d'ouvrage reconnu qui aura pour mission de:

- lutter contre les inondations;
- mettre en place une politique du grand cycle de l'eau;
- lutter contre la dégradation de la qualité de l'eau;
- atteindre un bon état écologique et chimique des eaux souterraines et de surface, renforcer la prévention des pollutions (pesticides, rejets industriels, etc.);

Je me suis attardé sur les problématiques de l'eau car nous manquons dans notre document d'indicateurs instructifs sur ce thème, par exemple:

- surfaces de zones humides et leur évolution,
- fréquence de pollution de l'eau potable aux pesticides,
- nombre de dérogations de distribution d'eau potable polluée,
- un indicateur sur l'état des berges serait utile dans le cadre d'une politique de prévention et de continuité écologique...

En conclusion, le groupe EELV s'est investi dans cet outil, qui a les défauts de sa jeunesse mais qui permettra, s'il est bien utilisé, d'appréhender ce moment charnière pour notre région. Néanmoins, dans la situation actuelle nous ne pouvons pas dire que nous sommes sereins, car qui si l'on veut qu'il soit efficace, il est nécessaire d'y introduire des indicateurs

alternatifs au PIB, indicateur qui ne donne aucune indication sur la cohésion sociale et encore moins d'informations sur les richesses non quantifiables.

Nous savons combien il est difficile de faire évoluer les idées et changer les pratiques sur le terrain, c'est pour cela que l'évaluation de ce document doit permettre à notre collectivité d'intégrer que l'acceptation des limites n'est pas une tare mais une opportunité, et qu'accepter les limites c'est voir la réalité de 2015 en proposant comme nouvel équilibre celui de « faire mieux avec moins ».